



La hausse des prix de l'énergie pourrait rapporter 74 millions d'euros supplémentaires par mois à l'État

Mars 2026
Service d'études du PTB



La hausse des prix de l'énergie est insoutenable pour les travailleurs. Avec la guerre illégale menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, les prix de l'énergie et des carburants ont fortement augmenté. Cette forte hausse des prix génère non seulement d'importants bénéfices pour les grandes compagnies pétrolières, mais aussi des recettes supplémentaires pour l'État. En effet, les recettes de la TVA augmentent avec les prix.

Selon les estimations du service d'études du PTB, les augmentations de prix actuelles devraient générer **au moins 74 millions d'euros de recettes supplémentaires** pour le gouvernement grâce à la TVA sur le diesel, l'essence, le mazout de chauffage et le gaz naturel, en supposant que les prix restent à leur niveau actuel. Si la guerre s'intensifie et que les prix de l'énergie augmentent encore, les recettes supplémentaires provenant de la TVA pourraient continuer d'augmenter.

1. Augmentation des recettes provenant des carburants

1a. Augmentation du prix des carburants

Les prix des carburants comprennent coût de production à la sortie de la raffinerie, coûts de la marge et de la distribution, accises, contribution énergétique, contribution Aseva et TVA (21 %).

Tableau 1 : évolution des prix des carburants par rapport à l'année dernière

Évolution des prix des carburants	Diesel (B7)		Essence (95 RON E10)	
	Prix maximum 28/03/2026 ¹	Prix moyen 2025 ²	Prix maximum 28/03/2026	Prix moyen 2025
Prix du produit à la sortie de la raffinerie	0,9414	0,5882	0,6996	0,5174
Droits d'accises et contribution à l'énergie	0,6002	0,6002	0,6002	0,6002
TVA (21 %)	0,3754	0,3012	0,3231	0,2851
Marge et coûts de distribution	0,234	0,234	0,2293	0,2293
Contribution d'Aseva	0,012	0,012	0,0109	0,0109
Prix total	2,163	1,736	1,863	1,643

¹ Source : Energia <https://www.energiafed.be/fr/prix-maximums>

² Source : Statbel <https://bestat.statbel.fgov.be/bestat/crosstable.xhtml?datasource=2cbb788b-2c1b-4499-af1e-2d0c99eea006>

1b. Les recettes supplémentaires pour le gouvernement

Les recettes des accises ne varient pas en fonction de l'augmentation (ou de la diminution) du prix du carburant, car les accises n'évoluent pas avec les prix, mais dépendent de l'utilisation (euro/litre). L'accise pour l'essence et le diesel s'élève à 0,6002 euro/litre. Par contre, la TVA est une taxe proportionnelle : un taux de 21 % s'applique au prix hors TVA. Y compris les droits d'accises : il s'agit donc d'une taxe qui s'ajoute à une autre. Lorsque le prix augmente, comme c'est le cas actuellement, les recettes de TVA augmentent automatiquement.

Le tableau 1 montre que les recettes de la TVA sur le diesel ont augmenté de 0,0742 euro/litre par rapport à l'année dernière et celles sur l'essence de 0,038 euro/litre.

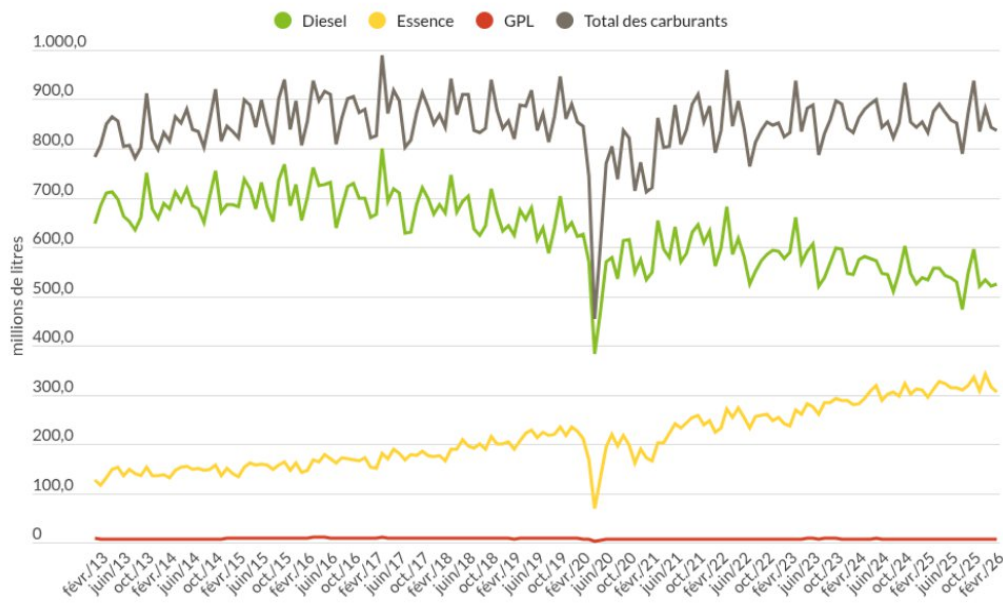
Nous estimons les recettes supplémentaires que la TVA sur le gazole et l'essence apportera au gouvernement de différentes manières. Nous supposons ici que les coûts de distribution et les marges des fournisseurs de carburant n'augmentent pas. Par souci de simplicité, pour les recettes supplémentaires provenant de l'essence, nous calculons uniquement l'augmentation du prix de l'essence euro 95 (le type d'essence le plus couramment utilisé) et non celle de l'essence euro 98³.

Méthode 1 : basée sur la consommation moyenne

Le SPF Économie publie la consommation mensuelle des principaux produits pétroliers.

³ Le prix de l'essence euro 98 a augmenté à peu près autant que celui de l'essence euro 95.

Consommation des principaux carburants



Nous constatons une tendance à la hausse de la consommation d'essence et une tendance à la baisse de la consommation de diesel. Nous constatons que la consommation globale de carburant fluctue mais reste relativement stable ces dernières années. Pour estimer les recettes supplémentaires provenant de la TVA, nous utilisons l'utilisation moyenne de 2025.

Tableau 2 : estimation des recettes publiques supplémentaires provenant de la TVA sur la base de la consommation moyenne de carburant

	Recettes supplémentaires TVA dues à l'augmentation des prix (euro/litre)	Consommation moyenne selon le SPF Économie (millions de litres/mois)	Recettes supplémentaires TVA dues à l'augmentation des prix (millions d'euros/mois)
Diesel	0,0742	538,7	39,96
Essence	0,038	317,21	12,04
Total			52,00

Méthode 2 : estimation basée sur l'impact budgétaire augmentation des droits d'accises gouvernement

Dans le cadre de l'accord budgétaire, le gouvernement a décidé fin novembre 2025 d'augmenter les accises sur le diesel et le carburant de 0,0042541 euro/litre à partir du 1er janvier 2027. Cela devrait rapporter respectivement 28,6 millions d'euros par an (TVA comprise) pour le diesel et 21,4 millions d'euros par an (TVA comprise) pour l'essence (source : notifications budgétaires 2026-2029 du 12/12/25). En partant de l'estimation budgétaire de l'impact de la hausse des accises, nous pouvons estimer les recettes supplémentaires provenant de la TVA pour une hausse donnée de la TVA.

Tableau 3 : Estimation des recettes supplémentaires de TVA sur la base de l'impact budgétaire estimé augmentation des droits d'accises gouvernement

	Augmentation des accises Arizona (euro/litre)	Recettes, TVA incluse (millions d'euros/an)	Recettes, hors TVA (millions d'euros/an)	Recettes supplémentaires TVA dues à l'augmentation des prix (euro/litre)	Recettes supplémentaires TVA dues à l'augmentation des prix (millions d'euros/mois)
Diesel	0,0042541	28,6	23,64	0,0742	41,56
Essence	0,0042541	21,4	17,69	0,038	15,92
Total					57,47

Sur la base de ces deux méthodes de calcul, les recettes liées aux carburants pourraient augmenter d'au moins 50 millions par mois pour le gouvernement, si les prix élevés actuels se maintiennent.

2. Recettes supplémentaires provenant du mazout

La guerre a également entraîné une très forte augmentation du prix du mazout (+70 %). Un ménage moyen se chauffant au mazout consomme en moyenne 2 000 à 2 500 litres par an. Sur le mazout, les gens paient 21 % de TVA. L'augmentation du prix du mazout entraîne donc une hausse significative des recettes de TVA pour le gouvernement. Le tableau 4 donne l'estimation des recettes supplémentaires de TVA résultant de l'augmentation du prix du mazout.

Tableau 4 : estimation des recettes supplémentaires pour le gouvernement résultant de l'augmentation du prix du mazout

Recettes supplémentaires provenant du mazout	
Prix avant la crise, TVA incluse	0,839 euro/litre ⁴
Prix maximum actuel (28/03/2026)	1,44 euro/litre
Différence	0,601 euro/litre
Augmentation du prix ménage moyen	1 202 à 1 502 euros/an
Recettes supplémentaires de TVA par ménage	208,61 à 260,76 euros par ménage par an
Nombre de ménages se chauffant au mazout	environ 1 200 000 ménages ⁵

⁴ Prix moyen 2025 Gasoil de chauffage (H0/H7) (moins de 2000 l). Source : Statbel
<https://bestat.statbel.fgov.be/bestat/crosstable.xhtml?datasource=2cbb788b-2c1b-4499-af1e-2d0c99eea006>

⁵ Selon les derniers chiffres du SPF Économie, 23,2 % des ménages se chauffent au mazout (*Analyse de la consommation énergétique des ménages en Belgique en 2023*, publiée en août 2025).
<https://economie.fgov.be/fr/publications/analyse-de-la-consommation-2>)



Recettes supplémentaires de TVA pour le gouvernement sur une base mensuelle	21,06 à 26,33 millions d'euros par mois
---	---

Selon une première estimation préliminaire, les recettes provenant du mazout pourraient augmenter d'au moins 20 millions par mois pour le gouvernement si les prix élevés actuels se maintiennent.

3. Recettes supplémentaires provenant du gaz naturel

Enfin, nous calculons également les recettes supplémentaires de TVA provenant du gaz naturel. Elles sont plus limitées, étant donné que la TVA est de 6 % et non de 21 %. Le tableau 5 donne l'estimation des recettes supplémentaires de TVA résultant de l'augmentation du prix du gaz naturel.

Tableau 5 : estimation des recettes supplémentaires pour le gouvernement résultant de l'augmentation du prix du gaz naturel

Recettes supplémentaires provenant du gaz naturel	
Prix du gaz naturel avant la crise, hors TVA	environ 30 euros/MWh
Prix actuel du gaz naturel (28/03/2026)	environ 54,43 euros/MWh ⁶
Consommation moyenne ménage	17 MWh/an
Augmentation du prix (coût de l'énergie) ménage moyen	415 euros/an
Recettes supplémentaires de TVA par ménage	24,91 euros par ménage par an
Nombre de ménages se chauffant au gaz naturel	Environ 3 000 000 de ménages ⁷
Nombre de ménages ayant un contrat variable	65 % ⁸

⁶ Nous utilisons ici le contrat à terme « ice endex dutch natural gas » pour le deuxième trimestre 2026 comme estimation du prix actuel du gaz pour les consommateurs. Source :

<https://www.elexys.be/insights/ice-endex-dutch-natural-gas-forward>

⁷ Source : <https://www.creg.be/sites/default/files/assets/Publications/Reports/RA250729FR.pdf>

⁸ Source : CREG. *Composition des portefeuilles de produits par fournisseur et potentiel d'économies pour les particuliers sur le marché belge de l'électricité et du gaz naturel en 2025*. 12 mars 2026.

Environ 26,13 % ont un contrat fixe et 8,75 % ont un tarif social.

Recettes supplémentaires de TVA pour le gouvernement sur une base mensuelle	4,05 millions d'euros par mois
---	--------------------------------

Selon une première estimation préliminaire, les revenus issus du gaz naturel pourraient augmenter d'environ 4 millions par mois pour le gouvernement si les prix élevés actuels se maintiennent. Pour une estimation plus détaillée, plusieurs facteurs doivent être pris en compte :

- D'une part, l'estimation actuelle se situe probablement largement en-deçà de la réalité. Nous avons en effet calculé le coût de l'énergie sur la base des bourses du gaz, alors que le coût de l'énergie est fixé par les fournisseurs d'énergie et que ceux-ci prélèvent également un pourcentage sur le prix de l'énergie. En réalité, le niveau actuel des prix se traduira par une augmentation plus importante pour les consommateurs que l'estimation de 415 euros par an, mais à cet égard, il faut attendre les nouveaux chiffres de la CREG, l'organe régulateur, qui ne seront publiés qu'à la fin avril/début mai.
- D'autre part, de nombreux consommateurs basculent / ont basculé dans l'urgence vers un contrat fixe. Il est donc probable que le nombre de personnes bénéficiant d'un contrat variable diminue davantage. Cela peut entraîner une réduction des recettes supplémentaires pour le gouvernement.

4. Conclusion

L'essence et le diesel risquent à nouveau d'atteindre des prix records, alors que de nombreuses personnes ont besoin de leur voiture pour aller travailler. Les prix du mazout et du gaz naturel sont également en très forte hausse. Selon les premières estimations du service d'études du PTB, le gouvernement devrait percevoir **au moins 74 millions de recettes de TVA supplémentaires** sur le diesel et l'essence (> 50 millions), le mazout (> 20 millions) et le gaz naturel (> 4 millions), à supposer que les prix restent à leur niveau actuel. Si la guerre s'intensifie et que les prix de l'énergie augmentent davantage, les recettes de TVA supplémentaires pourraient encore augmenter.

Le PTB propose de bloquer le prix du carburant à un maximum de 1,60 euros par litre. Cela peut se faire en réduisant les accises. Aujourd'hui, le prix du carburant comprend 0,72 euro/litre d'accises, TVA comprise. Le gouvernement dispose donc d'un levier important pour faire baisser et stabiliser les prix du carburant. Le parti de gauche propose également de réduire les accises pour le gaz naturel et l'électricité. Plusieurs pays européens, dont l'Espagne, l'Italie, la Suède et l'Autriche, ont déjà annoncé leur intention de réduire les taxes sur l'énergie. Cela prouve que la baisse des prix de l'énergie est parfaitement possible, et relève de choix politiques.

Pour financer ces réductions, le PTB privilégie deux pistes. Tout d'abord, les recettes supplémentaires de TVA dues aux prix élevés de l'énergie doivent être intégralement reversées à la population. Mais ce n'est pas suffisant. Le PTB souhaite également s'attaquer aux profiteurs de guerre : les grandes entreprises qui tirent aujourd'hui massivement profit de la guerre au Moyen-Orient, comme les multinationales pétrolières. Ainsi, le cabinet d'études énergétiques Rystad Energy⁹ a calculé que les compagnies pétrolières américaines pourraient à elles seules générer jusqu'à 54 milliards d'euros (63 milliards de dollars) de revenus supplémentaires si le prix du baril de pétrole avoisinait les 100 dollars.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer le prix de cette guerre. Le PTB veut s'attaquer aux grandes entreprises qui profitent de la guerre au Moyen-Orient. C'est pourquoi nous proposons de cofinancer la réduction des accises par le biais d'une contribution spéciale prélevée sur les bénéficiaires exceptionnels des multinationales pétrolières, telles que Total et Exxon, qui profitent aujourd'hui encore massivement de la crise. La Belgique est tout à fait en

⁹ <https://www.ft.com/content/37d49e35-8d0e-4ea6-9db8-74183101f204>



mesure d'instaurer elle-même une telle contribution, comme elle l'a déjà fait lors de la précédente crise énergétique¹⁰.

Dans le même temps, nous devons aussi tirer les enseignements de la précédente crise de l'énergie. À l'époque, nous avons pu constater que de grandes multinationales disposant d'un pouvoir de marché profitaient de la crise pour augmenter leurs prix (greedflation). Non pas pour couvrir l'augmentation des coûts, mais pour augmenter leurs marges bénéficiaires. La Banque centrale européenne a constaté que deux tiers des augmentations de prix en 2022 provenaient de marges bénéficiaires plus élevées¹¹, alors que les salaires ne jouaient qu'un rôle secondaire. C'est pourquoi la Belgique doit également plaider en faveur de mesures structurelles au niveau européen, comme le blocage des prix de l'énergie et la taxation des surprofits. Il est inacceptable qu'une poignée de multinationales s'enrichissent grâce à cette guerre, sur le dos des travailleurs.

¹⁰ Sous la pression du PTB, le précédent gouvernement Vivaldi a instauré une « contribution de solidarité » de 600 millions d'euros prélevée sur le secteur pétrolier par la loi du 16 décembre 2022 portant instauration d'une contribution de solidarité temporaire prélevée sur le secteur pétrolier https://wetwijzer.be/laws/2022043066?language_id=1&show_colors=true

¹¹ Oscar Arce, Elke Hahn et Gerrit Koester, *How tit-for-tat inflation can make everyone poorer*, Europese Centrale Bank, 30 mars 2022. <https://www.ecb.europa.eu/press/blog/date/2023/html/ecb.blog.230330~00e522ecb5.en.html>